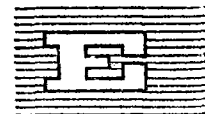


NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/1155/Add.16
7 octobre 1974

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-et-unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels
pour la période du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973
présentés par les gouvernements conformément à la
résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

PEROU

GE.74-10682

RAPPORT No 1

INSTITUTION DU REGIME DE LA PROPRIETE SOCIALE AU PEROU^{1/}

La révolution péruvienne s'oriente vers l'édification d'une démocratie sociale avec pleine participation. Cette option politique est à la base du processus de transformation révolutionnaire des structures sociales et économiques actuellement en cours au Pérou et implique un ordre nouveau de la société, caractérisé par une économie pluraliste comprenant trois secteurs : le secteur de la propriété sociale, qui prédomine; le secteur de l'entreprise privée en cogestion, dans lequel les travailleurs participent à la gestion et à la propriété, et enfin un secteur privé minoritaire pour les services, le petit commerce et l'artisanat.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

En application de cette politique, le gouvernement a promulgué le décret-loi 20598, par lequel il a institué le régime de la propriété sociale au Pérou. Ce secteur, qui sera prédominant au Pérou, repose sur la doctrine humaniste dont s'inspire notre révolution, qui reconnaît le travail créateur de l'homme dans la société comme source première de richesse.

La propriété sociale a pour assises fondamentales les principes ci-après :

- a) le principe de la solidarité des travailleurs dans l'exercice de l'activité économique;
- b) le principe de la pleine participation à la gestion des entreprises;
- c) le principe de la propriété d'Etat de l'entreprise qui emploie les travailleurs et
- d) le principe de l'accumulation sociale et de la formation permanente.

LES ORGANES DE L'ENTREPRISE SOUS LE REGIME DE LA PROPRIETE SOCIALE (EPS)

Ce type d'entreprise (EPS) comprend les organes suivants : l'Assemblée générale, qui est au sommet de la hiérarchie de l'entreprise; le Comité directeur, qui est l'organe exécutif suprême; l'Administration, qui est assurée par l'Administrateur général ainsi que par les administrateurs et leurs adjoints, et qui détermine le statut de l'entreprise.

I - L'Assemblée générale est formée par la réunion dûment convoquée et constituée de tous les travailleurs; il appartient à cette assemblée :

- d'approuver les politiques, plans et programmes de l'entreprise et les modifications de sa structure organique et hiérarchique;

^{1/} De la documentation complémentaire, fournie également par le Gouvernement péruvien, est disponible auprès du Secrétariat à l'intention des membres de la Commission qui souhaiteraient la consulter.

- d'approuver la gestion sociale ainsi que les comptes et le bilan général de l'exercice;

- de fixer la destination des bénéfices distribuables conformément aux dispositions de l'article 106 du décret-loi susmentionné;

- de traiter de toutes questions appropriées conformément aux statuts de l'entreprise.

II - Le Comité directeur comprend trois travailleurs au moins et six au plus, élus par l'Assemblée générale et renouvelés dans les conditions prévues par le décret; il appartient au Comité directeur :

- de diriger l'entreprise et d'approuver tous les actes nécessaires à sa marche administrative, en particulier la négociation d'emprunts et l'engagement des biens de l'entreprise, opérations qui, dans le cas de l'actif fixe, ne peuvent être conclues qu'avec des organismes financiers d'Etat;

- d'approuver la participation de nouveaux travailleurs;

- de soumettre à l'examen de l'Assemblée, dans les conditions établies, les politiques, plans et programmes ainsi que la structure organique et hiérarchique, les prévisions de production, d'achat, de vente et de dépenses ainsi que les bilans, livres et comptes;

- de contrôler et évaluer périodiquement les plans et le budget de l'entreprise;

- d'élaborer les projets de statuts de l'entreprise;

- de désigner les administrateurs. La nomination de l'Administrateur général doit être approuvée par l'Assemblée;

- de conférer des pouvoirs;

- de convoquer l'Assemblée.

III - L'Administrateur général est le travailleur qui exerce les fonctions exécutives suprêmes dans l'entreprise, dont il est le représentant légal responsable de son fonctionnement. Les fonctions d'administrateur sont de durée indéfinie; il appartient à l'Administrateur général :

- d'exécuter et de faire exécuter les directives émanant de l'Assemblée et du Comité directeur;

- de négocier des emprunts à court terme et de procéder à des actes d'acquisition dans la limite des montants que fixent les statuts ou le règlement de l'entreprise, selon le cas;

- de participer aux travaux du Comité directeur, conformément à l'article 47, et d'établir les comptes rendus des séances du Comité;

- d'exercer toutes autres attributions que lui confèrent le décret-loi, les statuts de l'entreprise et les pouvoirs dont il est investi.

DROITS DES TRAVAILLEURS

Les principaux droits des travailleurs sont les suivants : participer, avec voix consultative et délibérative, aux assemblées; élire et être élu aux fonctions d'administration de l'entreprise et du secteur; recevoir des services d'enseignement, de santé, de crèches et de jardins d'enfants et des services récréatifs et culturels; recevoir des renseignements réguliers sur la marche de l'entreprise et avoir accès aux livres et documents.

DROIT D'AVOIR SON PROPRE LOGEMENT

C'est également un droit du travailleur d'avoir son propre logement.

A cet effet, un fonds spécial, qui sera administré par la Banque péruvienne du logement, va être créé; il aura pour objet de financer la construction ou l'amélioration de logements, une fois satisfaites certaines conditions minimum fixées par la loi.

Il est prévu en outre que l'on financera par priorité le logement des travailleurs dont les états de service sont particulièrement satisfaisants.

OBLIGATIONS DES TRAVAILLEURS

Voici certaines des obligations des travailleurs : contribuer à la marche optimum de l'entreprise et du secteur ainsi qu'au processus de production; participer personnellement et activement aux organes de l'entreprise et du secteur; acquérir une formation et transmettre les connaissances acquises et agir dans le cadre de la structure organique et hiérarchique de l'entreprise.

REGIME COMMUN DU TRAVAIL

La nouvelle loi révolutionnaire précise que les travailleurs des entreprises fonctionnant sous le régime de la propriété sociale (EPS) sont soumis à la législation commune du travail, sauf dans les cas expressément prévus par la loi.

Les travailleurs peuvent accepter, dans des cas exceptionnels, de travailler volontairement, sans rémunération supplémentaire, en dehors des heures de travail et/ou pendant la moitié au maximum de la période de congé, ce dont il devra être tenu compte pour les promotions et les bourses; en outre, ce temps sera compté double aux fins de déterminer la durée de service d'après laquelle sont calculés les avantages prévus par la loi.

AUTRES ORGANES DE L'EPS

L'EPS compte, en plus des organes administratifs déjà indiqués, les organes suivants : le Comité d'honneur, qui connaît notamment toutes réclamations des travailleurs et règle les différends à l'intérieur de l'entreprise; les comités spécialisés,

qui interviennent notamment pour faire la preuve de la qualification des travailleurs, proposent les promotions et les mesures disciplinaires dans le cas des travailleurs de leurs unités et conseillent l'Administration; les comités de formation qui ont pour objet d'assurer le perfectionnement professionnel et culturel et le Comité électoral, désigné par tirage au sort pour les élections aux fonctions de direction.

LE REGIME ECONOMIQUE DE L'EPS

La création des EPS sera financée par des avances consenties par le Fonds national de la propriété sociale et/ou par la Société financière de développement.

Ces avances devront être remboursées par l'entreprise conformément à un accord conclu, dans chaque cas, entre elle et l'organisme de financement.

Cet accord déterminera en outre les limites financières dans lesquelles fonctionnera l'entreprise.

PATRIMOINE NET DE L'ENTREPRISE FONCTIONNANT SOUS LE REGIME DE LA PROPRIETE SOCIALE

Ce patrimoine est formé par deux Fonds : le Fonds social et le Fondo integrado. Le premier est constitué essentiellement par les avances et le second par les ressources provenant de l'émission de valeurs dénommées Actions-Bons (Accio-Bonos).

D'autres aspects de la loi relative aux EPS ont trait à la dépréciation et à la réévaluation de l'actif conformément aux dispositions nouvelles. Certains chapitres sont consacrés respectivement aux bénéfices, à la fusion, la dissolution et la liquidation.

AUTRES SOURCES DE FINANCEMENT

Les autres sources de financement sont soit l'emprunt, comme dans n'importe quelle entreprise classique, soit l'émission de valeurs dénommées "Actions-Bons". Ces valeurs ont des caractéristiques qui tiennent à la fois des actions et des bons. Elles se rapprochent des actions en ce sens que les dividendes auxquels elles donnent droit varient en fonction directe du rendement du capital. Elles tiennent des bons en ce sens qu'elles n'ouvrent aucun droit à leurs détenteurs sur la propriété ou la gestion de l'entreprise.

CERTIFICATS DE PARTICIPATION

Les organismes de financement autorisés pourront servir d'intermédiaires pour la constitution de portefeuilles d'investissement aux fins de donner un appui financier aux EPS et de permettre aux petits et moyens épargnants de canaliser leurs investissements vers des activités productives dans le secteur placé sous le régime de la propriété sociale.

Les portefeuilles d'investissement seront constitués par les "actions-bons" acquis par les intermédiaires financiers, ainsi que par des valeurs de l'Etat. Ces dernières porteront de préférence un intérêt fixe, garantissant ainsi aux portefeuilles un revenu minimum total et assurant la stabilité des valeurs représentatives desdits portefeuilles, qui seront offerts aux épargnants et qui seront dénommés "Certificats de participation".

ORGANISATION DU SECTEUR DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Conformément à la loi, les diverses entreprises fonctionnant sous le régime de la propriété sociale s'intégreront obligatoirement pour former des unités régionales : il faudra un minimum de trois entreprises pour constituer une unité régionale et il faudra un minimum de cinq unités régionales pour que l'Assemblée de la propriété sociale entre en activité.

Les éléments constitutifs du secteur de la propriété sociale seront donc les suivants : les EPS en seront l'unité de base, les unités régionales résulteront du regroupement des unités de base dans une région déterminée et, enfin, l'assemblée du secteur de la propriété sociale servira d'organisme de coordination, au niveau national, de l'activité de toutes les unités régionales et des entreprises qui en font partie.

FONDS NATIONAL DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Les ressources de ce Fonds proviennent notamment du transfert de 10 % des bénéfices de toutes les entreprises, des intérêts des avances et des transferts opérés par l'Etat.

Le Conseil d'administration du Fonds gère ces ressources; il comprend six membres : trois représentants des travailleurs dont un préside ledit Conseil; deux représentants de la Commission nationale de la propriété sociale et l'administrateur général de la Société financière de développement (Corporación financiera del desarrollo, COFIDE).

LE CONSEIL DE LA PROPRIÉTÉ SOCIALE

Aux fins de promouvoir, de renforcer, de consolider et de superviser le secteur, on a créé un Conseil de la propriété sociale qui relèvera directement du Président de la République.

La Commission nationale de la propriété sociale sera présidée par un délégué de la présidence de la République et composée d'un représentant de chacun des départements et organismes suivants : économie et finances, industrie et tourisme, commerce, travail, pêche, agriculture, transports et communications, énergie et mines, SINAMOS (Sistema nacional de apoyo a la movilización social), INP (Instituto nacional de planificación) et COFIDE (Corporación financiera del desarrollo).

En outre, trois délégués de l'Assemblée du secteur de la propriété sociale feront partie de la Commission et la représenteront.

Le Conseil de la propriété sociale sera composé des Ministres de l'économie et des finances, du travail, de l'industrie et du tourisme, et du commerce, ainsi que du Chef de l'Institut national de planification. Le Président de la Commission nationale de la propriété sociale assistera aux séances dudit Conseil, avec voix consultative mais non délibérative.

Le décret-loi 20598 créant les entreprises placées sous le régime de la propriété sociale comprend 196 articles et 3 dispositions transitoires; dans les considérants, il est dit que le processus de développement que connaît le pays exige une formation de capital accélérée conjointement avec le système social de la participation.

Il est précisé également que ce secteur, en raison de sa nature et des buts qu'il vise, se différencie des secteurs public et privé et appelle une législation qui constitue le droit social.

Les renseignements ci-dessus résument brièvement les caractéristiques fondamentales de la loi instituant le régime de la propriété sociale au Pérou.

RAPPORT No 2

LOI SUR LES COMMUNAUTES AUTOCHTONES ET SUR LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ELEVAGE DANS L'AMAZONIE ET LE PIEMONT ANDIN
(SELVA Y CEJA DE SELVA)

Le Gouvernement révolutionnaire, par les changements structurels qu'il opère au Pérou et qui doivent conduire à l'édification d'un nouvel ordre social au service de l'homme, a promulgué le décret-loi 20653 établissant des normes spécifiques tendant à faire en sorte que les communautés autochtones habitant les régions de l'Amazonie et du piémont andin s'intègrent à la vie nationale et comptent parmi les principaux protagonistes de la création de l'homme nouveau au Pérou.

A cet effet, le décret-loi 20653 prévoit essentiellement l'instauration de certaines règles touchant le droit de propriété, l'usage, la mise en valeur et la conservation des terres de la région de l'Amazonie et du piémont andin, ainsi qu'une politique d'installation rurale et de promotion humaine adaptée aux conditions propres à ces régions.

On envisage aussi, dans ce décret-loi, des normes de nature à garantir à l'avenir les droits des communautés autochtones de l'Amazonie et du piémont andin, tant en ce qui concerne leur organisation que la formation d'associations de caractère local, régional et national, étant donné que ces communautés, par leurs valeurs humaines et culturelles, leur situation géographique et leur importance démographique doivent devenir des protagonistes du développement dans l'Est du Pérou.

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Compte tenu de ces considérations, le Gouvernement a promulgué le décret-loi 20653, qui a pour objet d'établir une structure agraire propre à contribuer au développement intégral des régions de l'Amazonie et du piémont andin, afin que leurs populations atteignent des niveaux de vie compatibles avec la dignité de la personne humaine.

L'Etat entend promouvoir le développement de l'agriculture et de l'élevage en Amazonie et dans le piémont andin par des projets d'installation rurale.

On entend par "installation rurale" l'établissement organisé d'agriculteurs qualifiés, aux fins de la mise en valeur intégrale des ressources naturelles renouvelables et l'octroi aux intéressés de l'assistance technique et des crédits voulus, pendant la période nécessaire, pour qu'ils parviennent à se tirer d'affaire par leurs propres moyens.

Les projets d'installation rurale seront exécutés conformément aux plans régionaux de développement.

COMMUNAUTES AUTOCHTONES

L'Etat reconnaît l'existence légale et la personnalité juridique des communautés autochtones.

Les communautés autochtones sont issues des groupes tribaux de l'Amazonie et du piémont andin; elles sont constituées par des ensembles de familles liées essentiellement par les éléments suivants :

- idiome ou dialecte commun;
- caractères culturels et sociaux communs;
- tenure et usufruit commun et permanent d'un même territoire;
- installation par noyaux ou dispersée.

Ont le statut de membres des communautés autochtones les personnes qui y sont nées et celles qui y ont été incorporées. Une personne qui réside hors du territoire de la communauté pendant plus de 12 mois consécutifs perd ce statut. Font exception à cette règle les personnes qui s'absentent pour faire des études ou pour des raisons de santé dûment reconnues, celles qui se déplacent vers une autre communauté autochtone selon l'usage et la coutume, ou encore celles qui s'absentent pour accomplir le service militaire obligatoire.

L'Etat garantit l'intégrité de la propriété territoriale des communautés autochtones; on dressera la cadastre et l'on attribuera des titres de propriété. Pour délimiter le territoire des communautés autochtones, on tiendra compte des facteurs suivants :

- a) S'il s'agit de communautés devenues sédentaires, on mesurera les superficies qu'elles occupent;
- b) S'il s'agit de communautés pratiquant les migrations saisonnières, on mesurera toute la superficie où les migrants se rendent généralement; et
- c) S'il s'agit de communautés qui possèdent des terres en quantités insuffisantes, on leur attribuera les superficies voulues pour la satisfaction de leurs besoins.

La propriété territoriale des communautés autochtones est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

Les communautés autochtones se verront appliquer par les organismes publics un traitement prioritaire pour ce qui concerne la commercialisation de leurs produits.

TERRES DES REGIONS DE L'AMAZONIE ET DU PIEMONT ANDIN

Les terres de l'Amazonie et du piémont andin seront utilisées dans l'intérêt de la société et toutes les formes antisociales de travail et d'exploitation des terres seront abolies. A cet égard, les obligations existantes, quelles qu'en soient l'origine, la nature ou la forme, sont nulles et non avenues à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret-loi.

Aux fins du présent décret-loi, on distingue, en gros, les types ci-après d'utilisation des terres :

- a) Terres propres à la culture;
- b) Terres propres à l'élevage; et
- c) Terres propres à l'exploitation forestière.

C'est le Ministère de l'agriculture qui déterminera l'aptitude des terres à tel ou tel usage.

Seules les terres dont il est question dans les alinéas a) et b) ci-dessus seront utilisées pour l'agriculture ou l'élevage.

Les terres du domaine de l'Etat sont les suivantes :

- a) Celles qui n'ont pas été attribuées légitimement à des particuliers;
- b) Celles qui ont été remises à titre de concessions, en paiement d'indemnités ou de dettes de l'Etat ou qui ont été vendues, avec l'autorisation de l'Etat, à des personnes physiques ou morales à des fins de morcellement ou de colonisation, dans les cas suivants :
 - Si toutes les conditions fixées au moment de l'opération n'ont pas été remplies, même lorsque les terres ont été transférées à des tiers, à moins que ceux-ci n'aient rempli ces conditions;
 - Si le titulaire les a affermées ou en a cédé l'usage, l'usufruit ou la jouissance.

La situation touchant les terres du domaine privé est la suivante :

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur du présent décret-loi, sont propriétaires de terres situées dans la région de l'Amazonie peuvent conserver la propriété de celles qu'ils ont consacrées à l'exploitation agricole ou à l'élevage, à condition qu'ils fassent acte de possession immédiatement, quel que soit leur titre de propriété.

Les sociétés commerciales ne peuvent être propriétaires de terres arables dans les régions de l'Amazonie et du piémont andin.

Les propriétaires de terres situées dans la région de l'Amazonie sont tenus d'octroyer aux travailleurs une participation au revenu net (Troisième partie).

PROCEDURE D'EXTINCTION DES DROITS SUR LE DOMAINE PRIVE, ESTIMATION ET MODE DE PAIEMENT DES AMELIORATIONS ET DES AUTRES BIENS

Lorsque les conditions prévues par le présent décret n'ont pas été remplies, les procédures d'extinction ou de caducité des concessions et des titres de propriété sur les terres seront mises en route par la direction de zone compétente du Ministère de l'agriculture après inspection et sur présentation des autres preuves jugées nécessaires. Les intéressés pourront formuler des observations et faire opposition jusqu'au moment de l'inspection, inclusivement; la date de l'inspection sera annoncée d'avance par voie d'affiches apposées pendant huit jours sur les lieux, ainsi que dans les locaux des conseils de la province et du district concernés et dans ceux de la zone agraire.

L'ATTRIBUTION DES TERRES EN GENERAL

Pour l'attribution des terres à des fins d'agriculture ou d'élevage, on prendra en considération :

- a) Les projets d'installation rurale; et
- b) Les zones de libre disponibilité.

Ainsi, les terres seront attribuées à titre gratuit par la Direction générale de la réforme agraire et de l'installation rurale, par contrat pouvant être conclu sous seing privé et constituant un titre suffisant pour inscription sur les registres publics. La copie certifiée conforme du contrat envoyée par ladite Direction générale aura, à tous égards, la valeur probante d'un acte authentique.

La valeur des constructions, installations, améliorations, machines, équipements, plantations et bétail sera payée par l'adjudicataire en vingt versements annuels égaux, sans intérêt.

L'adjudicataire doit satisfaire aux conditions ci-après :

- a) Etre Péruvien;
- b) Avoir 18 ans au moins ou la capacité civile; et
- c) N'avoir pas de terres cultivables sur le territoire national.

En outre, en vertu de l'article 46, les unités agricoles qui seront attribuées aux coopératives agricoles, aux sociétés agricoles d'intérêt social et aux entreprises placées sous le régime de la propriété sociale opérant dans la région seront indivisibles et leur superficie sera fixée en fonction du nombre d'associés qui s'y installeront.

Les agriculteurs qui, à un titre ou à un autre, étaient installés sur des terres depuis au moins un an à la date d'entrée en vigueur du présent décret-loi auront la priorité absolue pour l'attribution des unités agricoles qu'ils exploitent, quelle qu'en soit la superficie.

Pour déterminer l'unité agricole, on prendra pour base la force de travail de la famille type, exprimée en unités de travail, ainsi que la capacité d'utilisation de chaque terre. L'unité n'aura en aucun cas une superficie inférieure à 5 hectares.

L'ATTRIBUTION DE TERRES DANS LES ZONES DE LIBRE DISPONIBILITE

L'attribution de terres dans ces zones pourra se faire en faveur de communautés autochtones, de communautés paysannes, de coopératives agricoles, de sociétés agricoles d'intérêt social et d'entreprises placées sous le régime de la propriété sociale, ainsi qu'en faveur de personnes physiques. Les terres seront attribuées exclusivement à des fins d'agriculture ou d'élevage.

L'attribution des terres dans les zones de libre disponibilité en faveur de personnes physiques s'opérera dans les limites suivantes :

- a) Jusqu'à cinquante hectares s'agissant de terres propres à la culture; et
- b) Jusqu'à mille hectares s'agissant de terres propres à l'élevage.

L'ATTRIBUTION DE TERRES DANS LE CADRE DES PROJETS D'INSTALLATION RURALE

L'attribution de terres à des fins d'agriculture ou d'élevage dans le cadre des projets d'installation rurale pourra s'adresser aux personnes indiquées ci-dessus, ainsi qu'à des sociétés de personnes et des sociétés civiles.

L'attribution de terres aux personnes physiques, dans le cadre des projets d'installation rurale, se fera dans les limites suivantes :

- a) Jusqu'à trente hectares s'agissant de terres propres à la culture; et
- b) Jusqu'à six cents hectares s'agissant de terres propres à l'élevage.

Les terres seront attribuées par la Direction générale de la réforme agraire et de l'installation rurale par le système du tirage au sort entre les personnes réunissant les conditions prévues dans la partie du présent décret-loi relative à l'attribution de terres en général.

PROMOTION AGRICOLE

Le Ministère de l'agriculture compte établir et promouvoir dans la région de l'Amazonie des services :

- a) d'assistance technique en général;
- b) de machinisme agricole;
- c) de transformation et de conservation des produits de l'agriculture et de l'élevage;
- d) de commercialisation et de vente des facteurs de production et des produits. Il compte aussi encourager les industries de transformation primaire des produits agricoles, en coordination avec le Ministère de l'industrie et du tourisme;
- e) de recherche et d'expérimentation dans le domaine de l'agriculture et de l'élevage.

Les services susmentionnés seront offerts de préférence par l'entremise d'associations.

Le décret-loi pris en application de la loi sur les communautés autochtones et sur la promotion de l'agriculture et de l'élevage dans les régions de l'Amazonie et du piémont andin compte 74 articles et 6 dispositions transitoires; il est dit dans les considérants que cette loi est conforme aux principes de la réforme agraire énoncés dans le décret-loi 17716.

Les renseignements ci-dessus donnent un bref aperçu des principales caractéristiques de la loi prévoyant un ordre de priorité pour le développement intégral des communautés autochtones des régions de l'Amazonie et du piémont andin au Pérou.

RAPPORT No 3

NOUVEAU STATUT DE LA PRESSE ET TRANSFERT DES JOURNAUX AUX SECTEURS
LES PLUS IMPORTANTS DE LA POPULATION

DEMOCRATISATION DE LA PRESSE ET ACCES DE LA POPULATION ORGANISEE AUX MOYENS DE GRANDE
INFORMATION

Conformément à l'objectif de la Révolution péruvienne, qui est de créer une démocratie sociale de pleine participation permettant à la population d'intervenir dans les décisions du pays, et compte tenu de la création au Pérou d'un secteur de la propriété sociale (rapport No 1), qui reconnaît le travail créateur de l'homme dans la société comme source première de richesse, le Gouvernement péruvien a pris, le 23 juillet 1974, un décret instituant un nouveau statut de la Presse (Décret-Loi No 20680) et un autre décret prévoyant le transfert des journaux de grande diffusion aux secteurs importants de la population organisée : associations paysannes, associations de travailleurs, organisations professionnelles et culturelles, organisations du secteur des services, organisations de l'enseignement (Décret-Loi No 20681).

La presse qui exerce le plus d'influence sur la formation de la conscience nationale d'un pays en voie de développement s'orientant vers une société de pleine participation, c'est-à-dire une société vraiment démocratique, ne peut être le porte-parole ou le défenseur d'intérêts minoritaires ni faire partie intégrante d'un monopole d'Etat : elle doit être, au contraire, un véritable organe d'information de la majorité de la société organisée dans les secteurs importants, afin que ceux-ci puissent faire connaître en toute liberté et indépendance leurs aspirations, leurs besoins, leurs points de vue et leurs critiques et exercer ainsi, en toute responsabilité, un contrôle sur les pouvoirs publics.

Le Décret-Loi 20680 dispose que le Gouvernement révolutionnaire crée de nouveaux moyens d'information, afin de faire en sorte que les organes de la presse qui exercent une forte influence sur la formation de la conscience nationale cessent d'être les porte-parole et les défenseurs d'intérêts minoritaires et qu'ils ne deviennent pas, non plus, partie intégrante d'un monopole d'Etat. Bien au contraire, les nouvelles dispositions sont conçues de telle façon que les entités, organismes et secteurs organisés importants de la population puissent faire connaître en toute liberté et indépendance leurs aspirations, leurs besoins, leurs vues et leurs critiques et exercer sur les pouvoirs publics un contrôle permanent et responsable.

Le nouveau statut de la presse affirme que l'Etat reconnaît, respecte et garantit le droit des organes de presse de donner leur avis et d'informer librement, d'exprimer des idées et de porter des jugements ou des appréciations critiques sans consultation préalable ni censure, à condition de ne pas transgresser les limites qu'impose le respect de la loi et de la moralité publique, et surtout de la véracité de l'information, ainsi que de l'honneur et de l'intimité de la vie privée et familiale. En cas de transgression, des sanctions seront prises par les tribunaux ordinaires.

Selon l'article 4 du Statut, la presse écrite ne sera pas étatisée. Néanmoins, l'Etat pourra avoir un ou plusieurs organes de presse chargés d'exposer, de diffuser et de défendre la politique des pouvoirs publics.

Les organes de presse sont désormais divisés comme suit : quotidiens de diffusion nationale; quotidiens régionaux ou locaux; publications périodiques autres que les quotidiens et publications occasionnelles.

Les quotidiens de diffusion nationale sont ceux dont le tirage dépasse les 20 000 exemplaires ou dont la diffusion s'étend à la moitié au moins du nombre total des chefs-lieux de départements de la République; ils constitueront les moyens d'expression propres des entités représentatives des secteurs organisés de la population dans la société nouvelle.

Les quotidiens régionaux ou locaux, les publications périodiques autres que les quotidiens et les publications occasionnelles continueront d'appartenir ou pourront appartenir à toute entité ou personne qui les a créés ou qui désire les créer.

Selon l'article 21, les quotidiens de diffusion nationale s'orienteront vers l'éducation intégrale du peuple et s'attacheront à l'édification et au maintien d'une société libre et solidaire, dans laquelle chaque homme en particulier et tous les hommes en général pourront réaliser pleinement leurs aspirations. Ces quotidiens seront organisés et fonctionneront comme des organes de service social autofinancés.

Pour que les quotidiens de diffusion nationale puissent appartenir aux secteurs importants de la population organisée, les représentants ou mandataires des entités ou organismes relevant de chaque secteur se constitueront en association civile : ses avoirs seront constitués par les biens nécessaires à l'impression et à la diffusion de l'organe de presse intéressé. En cas de dissolution de l'association, ses avoirs serviront à la création d'un nouvel organe de presse du même type.

Les quotidiens de diffusion nationale serviront en outre de moyen par lequel les aspirations, besoins et vues du secteur et des entités et organismes qui le composent pourront s'exprimer. Tout en respectant la diversité des points de vue et en acceptant le dialogue, ils devront faire ressortir les conceptions idéologiques qui entrent dans le cadre des principes de la révolution péruvienne.

L'orientation générale du quotidien sera donnée par un Conseil de direction comprenant des représentants du secteur approprié ainsi que le directeur du quotidien et deux représentants de la communauté des travailleurs.

La communauté des travailleurs participera à la gestion et aux bénéfices et la participation à la propriété sera remplacée par la remise de titres de la Société financière de développement (Corporación Financiera del Desarrollo - COFIDE) d'une valeur correspondante.

Le régime du travail en vigueur sera applicable aux travailleurs des quotidiens de diffusion nationale.

Les quotidiens régionaux ou locaux et les publications périodiques ou occasionnelles pourront s'organiser en entreprises revêtant n'importe quelle forme reconnue par la législation nationale.

D'un autre côté, il est établi que seuls pourront constituer des entreprises ayant pour objet d'éditer des journaux ou participer à de telles entreprises les Péruviens de naissance résidant au Pérou et jouissant du plein exercice de leurs droits civils. Les personnes morales constituées dans le pays et domiciliées au Pérou

auront le même droit, étant entendu que les actionnaires et les membres de la direction de ces entreprises seront des personnes physiques péruviennes de naissance et résidant au Pérou. Les droits et actions de l'entreprise ne pourront être transférés à des étrangers. L'entreprise aura pour objet exclusif la publication de journaux et ne pourra se livrer à d'autres activités sans rapport direct avec l'information. Il est fait exception à cette règle dans le cas des personnes morales qui, conformément à leur objectif propre, publient des revues de caractère exclusivement scientifique, professionnel, technique ou culturel.

Les entreprises qui publient plusieurs journaux seront considérées comme constituant une seule et même entité économique, même si chaque journal constitue une personne morale distincte, à condition que les associés soient les mêmes pour plus de 40 % du total et par conséquent solidairement responsables sur l'ensemble du capital, de l'actif ou du patrimoine, selon le cas.

En mars et en septembre de chaque année, l'entreprise indiquera, à la page qu'elle jugera appropriée de ses publications, le nom de ses associés et directeurs, le montant de son capital, celui de la participation de chacun des associés et le rôle qu'ils remplissent dans l'entreprise; elle donnera aussi, le cas échéant, la liste des créanciers hypothécaires, gagistes ou bancaires, en indiquant le montant de chaque crédit.

Le statut de la presse précise également que les revues et périodiques ainsi que les éditoriaux que transmettent les stations de radio et de télévision seront soumis aux dispositions prévues par le Décret-Loi 20680.

Le statut de la presse affirme en outre que le remplacement de la société traditionnelle, qui consistait à tenir à l'écart les majorités nationales, par un nouveau système fondé sur l'exercice véritable du pouvoir social par la population organisée, constitue non seulement l'objectif fondamental de la révolution péruvienne, mais même sa raison d'être. C'est dans ce sens que se sont invariablement orientées les réformes de la structure économique et sociale du pays.

Le statut affirme en outre qu'au stade actuel du processus, il est nécessaire que les moyens de communication de masse, sans préjudice des fonctions générales qui leur sont propres, contribuent activement, avec l'immense pouvoir que leur confère la nature même de leurs activités, à l'effort d'édification d'une société libre et solidaire dans laquelle chaque homme en particulier et tous les hommes en général, pourront réaliser pleinement leurs aspirations.

Le Décret-Loi 20681, tenant compte du statut de la presse, déclare d'utilité publique et d'intérêt social la publication, l'impression et la diffusion des grands quotidiens nationaux; en conséquence, il transfère aux secteurs organisés de la population, après expropriation, les actions émises par les entreprises qui publient et impriment les quotidiens suivants : "El Comercio", "La Prensa", "Correo", "Ojo", "Ultima Hora" et "Expreso", ainsi que leurs suppléments, journaux du soir et toutes autres publications additionnelles. Sont visées également par les mesures d'expropriation les entreprises de distribution jugées nécessaires aux organes d'information qui viennent d'être mentionnés.

En vertu de l'article 2, l'expropriation sera opérée en faveur des secteurs organisés de la population indiqués ci-après : La société éditrice "El Comercio S.A." en faveur des organisations agricoles telles que les coopératives, les sociétés

agricoles d'intérêt social (Sociedades agricolas de interes social, SAIS), les ligues, fédérations, confédérations et autres associations analogues; "La Prensa S.A." en faveur des communautés de travailleurs (de l'industrie, de la pêche, des mines, etc., y compris les entreprises de caractère communautaire); l'Empresa Periodística Nacional S.A., en faveur des organisations professionnelles et culturelles (le journal "Correo" étant repris par les professions libérales : avocats, ingénieurs, médecins, économistes, etc. et le journal "Ojo" par les écrivains, artistes et intellectuels en général); l'entreprise d'édition "Lima S.A.", en faveur des organisations du secteur des services, qui comprennent les coopératives de services, les mutuelles, le génie civil, les banques, le commerce, les transports, etc.; enfin les éditions "Nacional S.A." en faveur des institutions d'enseignement comme les universités et les communautés d'enseignants (travailleurs enseignants ou non, anciens élèves et parents d'élèves des centres d'enseignement).

Le montant de l'indemnité d'expropriation, qui sera fixé par la Commission nationale de surveillance des entreprises et des titres, sera payé dans la proportion de 10 % au comptant et pour le solde en dix versements annuels égaux qui porteront un intérêt annuel de 6 % à déduire sur les soldes débiteurs.

En attendant que soit constitué, pour chaque quotidien, un conseil de direction représentatif du secteur de population correspondant, les entreprises expropriées et les organes d'information annexes, seront pris en charge, pendant une période d'un an, par des comités formés en vertu d'une résolution du pouvoir suprême, approuvée par le Ministère du travail. A l'expiration de ce délai, les conseils de direction de chaque quotidien devront avoir été constitués sous la forme prévue par la réglementation pertinente.